

Reagan : le libéralisme et l'électoralisme

Autor(en): **Bittar, Gabriel M.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 588

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012019>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Reagan: le libéralisme et l'électoratisme

Ce qu'il est déjà convenu d'appeler le «reaganisme» fait des ravages dans les milieux de droite européens. A vrai dire, le terrain était préparé de longue date pour l'éclosion de ce «néo-libéralisme» économique. Encore faut-il s'entendre sur les mots et sur le contenu réel des propositions du président américain. C'est l'exercice auquel se livre ci-dessous, dans un esprit salutairement critique, un de nos lecteurs (Réd.).

A lire les chroniques économiques des journaux, je suis frappé de voir comment les propositions budgétaires de l'équipe Reagan et la politique monétaire et budgétaire de Margaret Thatcher donnent lieu à des polémiques parfois intéressantes, mais le plus souvent stériles parce que ne présentant pas les problèmes sous leur véritable aspect.

Prenons ainsi par exemple les propositions budgétaires de Reagan!

1) Il y a d'abord le problème de l'équilibre budgétaire: au-delà des discussions théoriques, il me semble qu'il faudrait quand même rappeler que les statistiques de ces 35 dernières années ne permettent de déceler aucune corrélation statistique valable entre le déficit du budget fédéral et le taux d'inflation.

2) Le problème des rentrées fiscales: Reagan propose une baisse des impôts.

En gros, il s'agit d'abord d'encourager les investissements en raccourcissant la période légale d'amortissement sur les biens fonciers et d'équipement.

Ce premier aspect de la baisse des impôts, qui se défend économiquement, n'a rien à voir avec la deuxième partie du programme de rabatement fis-

cal, qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Et là, je suis navré de voir comment le problème, qui est politique, n'est pas clairement posé.

Il est juste de prévoir un rabatement de l'impôt sur le revenu, car la progressivité du taux de cet impôt fait qu'un individu dont le salaire est indexé sur l'indice des prix, et qui ne connaît donc qu'une augmentation nominale et non réelle de son revenu, se voit automatiquement imposé à un échelon supérieur. C'est le phénomène de la «progression à froid». Aucune décision politique n'est venue valider ce décalage vers le bas de l'échelle d'imposition, donc cette augmentation de fait de l'impôt.

Reagan propose une «baisse de 30% de l'impôt sur le revenu». Cela ne semble être que justice. Seulement voilà: ce qu'il propose en fait, c'est une baisse de 30% de tous les taux d'imposition (tous, puisqu'ils varient en fonction croissante du revenu), ce qui signifie qu'un contribuable se verra offrir un rabatement fiscal d'autant plus grand proportionnellement à son revenu que ce revenu est élevé.

Ainsi, un «pauvre» payant 10% d'impôt sur son revenu de 10 000 dollars se verra rembourser 3% de son revenu, soit 300 dollars. Un «riche», payant 60% d'impôt sur son revenu de 1 000 000 de dollars se verra rembourser 18% de son revenu, soit 180 000 dollars. Sous son apparence égalitaire ce rabatement fiscal favorise bien les plus fortunés. L'équipe Reagan veut, en fait, rendre moins progressif l'impôt sur le revenu. Qu'elle le dise alors clairement!

Ceci dit, la seule façon de retrouver une certaine forme d'équité fiscale serait de complètement redéfinir l'échelle d'imposition. Cette réforme s'avère urgente, car rappelons qu'une personne exemptée de l'impôt sur le revenu il y a cinq ans doit maintenant payer cet impôt, et cela bien que son revenu réel n'ait pas augmenté.

3) Le problème des dépenses gouvernementales.

Bien plus qu'un plan de relance économique, le budget présenté est un budget de réaction contre les progrès sociaux. Reagan pratique une politique budgétaire partisane, favorable à son électorat et aux milieux d'affaire qui l'ont fait élire. Les riches votent plus que les pauvres, les blancs votent plus que les noirs, les vieux votent plus que les jeunes, les hommes votent plus que les femmes. Le pauvre et le noir n'ont pas voté pour Reagan, les jeunes et les femmes lui ont préféré Anderson ou Carter.

Ceci fait que tous les programmes sociaux ont été atteints par les coupes, voire supprimés, sauf la «Sécurité sociale» (afin de ne pas s'aliéner l'importante classe moyenne) et le «Medicare» (qui vient en aide à tous les vieux, en nombre croissant et en très grande majorité des Blancs puisque les Noirs vivent moins longtemps).

Un autre problème longuement discuté dans les journaux est celui du taux de réescompte tel qu'il est pratiqué par la banque centrale d'un pays. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis on a décidé de «serrer la ceinture» (de qui?), afin de «freiner l'accroissement de la masse monétaire». Or la théorie et l'expérience s'accordent pour nous dire qu'une politique du taux d'intérêt, qu'elle soit stricte ou large, n'a que très peu d'influence sur le niveau du taux d'inflation. Il y eut une époque où le gouvernement tentait de maintenir les taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas. Maintenant c'est l'inverse, et la société anglaise tout entière en souffre.

Je me permets ici de lancer une idée. Une politique du taux d'intérêt avait ses raisons d'être en période de taux de changes fixes; elle n'en a plus depuis que nous sommes en changes flottants.

Pourquoi ne pas laisser alors flotter aussi le taux de réescompte, la Banque centrale se contentant de prévoir un différentiel de réescompte constant par rapport aux taux d'intérêt du marché. Il est étonnant qu'une telle mesure ne soit pas prônée par les chœurs du libéralisme économique.

Gabriel M. Bittar